

Social Fascisme

03/10/2008 | Mise à jour : 21:22 |



Crédits photo : Patrick BOX/Opale

La chronique d'Alexandre Adler du 4 octobre.

Dans l'accalmie qui sépare le grand cataclysme de Wall Street de ses conséquences macroéconomiques et politiques sur le reste du monde, il est possible de ménager un petit espace à la réflexion politique, un espace nécessairement angoissant. Certes, l'effondrement ne sera pas comparable à celui de 1929 sur le plan matériel. Mais il en va différemment du plan intellectuel où, pour le dire non sans une certaine emphase, sur le plan spirituel. En 1928, quelques mois avant le krach de Wall Street, l'Allemagne avait pour chancelier le débonnaire social-démocrate Hermann Müller, soutenu par les non moins débonnaires catholiques démocratiques et libéraux laïques. Le parti nazi, dont la tentative de prise de pouvoir en 1923 s'était soldée par une fin lamentable et même comique, oscillait entre 4 % et 6 % du corps électoral.

Trois ans plus tard, le même parti approchait des 40 %. Une telle progression cancéreuse avait pour cause essentielle, sinon unique, l'effondrement du système économique capitaliste géré par des formations démocratiques modérées. Si l'ampleur du désastre, on l'espère de tout cœur, pourra être contenue, si même on peut s'attendre de la correction en cours une amélioration et une rationalisation du système, il n'empêche que nous sommes à la merci d'un accident économique sérieux, et nous aurons à faire à une poussée populiste et autoritaire de grande ampleur.

Bien entendu, avec un sens de la répétition historique qui s'est toujours démenti, les yeux se tournent vers ce qu'il reste du Front national. Pour ma part, scrutant l'horizon tous azimuts, je verrais plutôt le danger sur notre extrême gauche que sur notre extrême droite. Mais que le lecteur me permette ici un petit excursus par la Vienne de Robert Musil.

Le grand romancier autrichien qui commence à rédiger son chef-d'œuvre L'Homme sans qualités, à peu près au moment où le désastre allemand devient lisible, nous dépeint une mode particulièrement étrange dans la capitale de l'Autriche-Hongrie, en 1913. Toute la bonne société, intellectuels et artistes notamment, s'enthousiasme, en effet, pour un clochard qui a assassiné quelques prostituées dans le parc du Prater, du nom de Moosbrugger ; tout le monde le trouve étonnamment poétique et audacieux.

Musil nous parle de ce fait divers, parce que probablement le meurtrier Moosbrugger a dû partager sa couche, à l'asile de nuit, avec un autre clochard du nom d'Aldolf Hitler qui, lui, n'en restera pas aux prostituées de passage dans l'ambition destructrice. L'enthousiasme pour le petit assassin prépare, comme dans un pressentiment, l'émotion en faveur du grand criminel.

Quelque chose de semblable est en train de se passer en France aujourd'hui. Cela commence par la pâmoison active de certains artistes en faveur de tueurs en cavale, généralement italiens. Puis on découvre, avec horreur, qu'un nombre, on hésite à dire, respectable de nos concitoyens, imaginent que le 11 septembre 2001 est le résultat d'un vaste complot dans lequel Ben Laden n'aura été, au mieux, qu'une marionnette manipulée. Soyons clairs : on n'a pas besoin du nouveau torchon qui se réclame de l'excellent Siné pour comprendre que si complot il y a, ce ne peut être que le fait de l'establishment américain, et bien sûr de ses suppôts juifs, new-yorkais autant qu'israéliens. C'est ce que disent généraux pakistanais et imams cairotés dès maintenant, c'est ce que brûlent de dire nos modernes sceptiques. Et voici que l'un des assassins de Georges Besse justifie son action et est admis au nouveau parti anticapitaliste du célèbre affranchi postal, Besancenot.

Dans la République de Weimar, la responsabilité principale de l'ascension de Hitler vient des élites conservatrices catholiques et protestantes : malgré la répulsion que leur inspirait le nazisme, de temps à autre, ces élites inconsolables de l'Empire de Guillaume II ne pouvaient s'empêcher de tenir les nazis pour des patriotes, certes un peu vulgaires et excités, et tenaient de la même manière les républicains modérés pour des acteurs illégitimes de la vie politique. Cette même baisse des défenses immunitaires existe aujourd'hui à gauche.

Certes, le Parti socialiste n'est pas sur les positions de l'extrême gauche sociale fasciste. Mais l'origine, très souvent trotskiste, parfois communisante de la grande majorité de ces élites lui a mis «un flic dans la tête» : comme le disait Jaurès à propos de Briand, rien n'est pire qu'un hilote dégrisé. Tant les dirigeants du Parti socialiste se donneront tort de leur effective modération, ils considéreront Besancenot et la théorie de petites brutes imbéciles qui font masse autour de lui comme des représentants plus purs et plus intègres des idées qu'ils défendaient dans leur jeunesse.

Si nous voulons éviter que la crise nous confronte bientôt à un parti social fasciste de masse, aux connotations manifestement antisémites, c'est au Parti socialiste, en première ligne, de réagir énergiquement. S'il parvient à le faire, il sera peut-être le parti hégémonique de l'après-crise. S'il manque à son devoir, l'explosion est à brève échéance.